

Leurs diplômes ne sont pas reconnus à travers le monde

La formation des médecins sera revue

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5408 - Jeudi 24 juin 2021 - Prix : 10 DA

Covid-19 à Oran

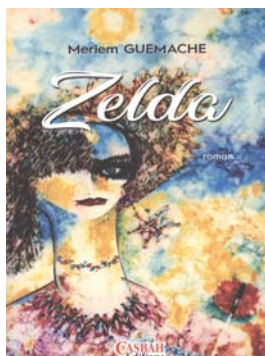
Plus de quarante cas chaque jour

Page 3

Le Brent à 75,54 dollars, au plus haut depuis octobre 2018

Les cours du pétrole continuent leur ascension

Page 3



Roman de Meriem Guemache, Casbah éditions

Zelda, style vivant et sentiments tumultueux

Page 7

22 «tricheurs» sous mandat de dépôt

Le Bac 2021 touche à sa fin aujourd'hui

Page 2

Vol de câbles électriques à Béjaïa
Démantèlement d'une bande de malfaiteurs

Page 16

Silence radio au ministère et Seaal

Perturbations en eau potable : les robinets à sec

● Problème de l'eau à Tizi Ouzou / L'APW dresse un tableau noir



Ph/D. R.

Plusieurs wilayas du pays souffrent de perturbations en eau potable et quasiment toutes les communes de la capitale connaissent le même problème. Cette situation qui empire de jour en jour semble pousser à bout les citoyens, les obligeant à descendre dans la rue pour manifester leur mécontentement.

Page 2

Ouargla et Touggourt

Apparition précoce du Boufaroua dans les palmeraies

Page 4

Répercussions des tensions diplomatiques

L'Allemagne gèle son aide financière allouée au Maroc

Page 16

Silence radio au ministère et Seaal

Perturbations en eau potable : les robinets à sec

■ Plusieurs wilayas du pays souffrent de perturbations en eau potable et quasiment toutes les communes de la capitale connaissent le même problème. Cette situation qui empire de jour en jour semble pousser à bout les citoyens, les obligeant à descendre dans la rue pour manifester leur mécontentement.

Par Thinhinene Khouchi

L'eau potable, l'un des grands casse-tête des Algériens. Pour cause, dans certaines wilayas du pays, à l'image de Bordj Bou-Ar-Réjij, ils ont de l'eau deux jours sur sept. Dans d'autres wilayas, c'est encore pire, il faut attendre jusqu'à 15 jours pour espérer avoir de l'eau à la maison. À Oran, Constantine ou Annaba, grandes villes du

Problème de l'eau à Tizi Ouzou L'APW dresse un tableau noir

Plusieurs projets lancés afin de renforcer l'alimentation des populations de Tizi Ouzou en eau potable accusent un énorme retard s'ils ne sont pas à l'arrêt. Le constat de cette situation vient d'être dressé par les élus de l'assemblée populaire de wilaya (APW) au terme de la visite des chantiers du barrage de Sidi Khelifa et de la station de dessalement d'eau de mer d'Iffissen au nord de la wilaya. En effet, la commission ad hoc de l'APW. Dans un communiqué rendu public en la circonstance, l'APW de Tizi Ouzou relève que "sur le chantier portant réalisation du barrage de Sidi Khelifa à Azefoun, l'entreprise est installée mais les travaux peinent à démarrer et le taux d'avancement est estimé à 11% par les responsables de l'agence nationale des barrages et transferts (ANBT)". La même source souligne que "les tâches confiées à l'ERTHB ne sont toujours pas lancés, ce qui bloque l'avancement du chantier". Au niveau projet de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer à Iffissen, second chantier visité, les élus de la commission ad hoc de l'APW se félicitent que "le taux d'avancement des travaux soit assez important puisque les conduites sont posées et les trois stations de refoulement en voie d'achèvement" avant de faire état de la non inscription de "l'usine de dessalement (station source)" en qualifiant la situation de l'installation de "la charrie avant les bœufs". L'APW annonce dans le même document que "nous allons faire des recommandations fermes pour débloquent la situation au niveau du barrage de Souk Tlata et du transfert d'eau à partir du barrage Tichy Haf (Béjaia) constitueront la solution pour garantir et sécuriser l'alimentation en eau potable pour toute notre wilaya".

Hamid M.

pays, ce problème se pose aussi. Pour la capitale, les perturbations en eau potable s'aggravent de jour en jour. À Birkhadem, Gué de Constantine, Chéraga, Dély Brahim, Bouzaréah, Béni Messous, Cité Sidi El Kebir (Rais Hamidou), Zeghara (Bologhine), une partie de la commune de Ben Aknoun, Ain Benian..., les citoyens dénoncent ces coupures d'eau devenues très fréquentes mais surtout insupportables. Souvent, la Société des eaux et d'assainissement de la wilaya d'Alger (Seaal) explique ces perturbations par «une panne électrique au niveau des stations principales de production», mais oublie souvent de préciser la durée des travaux de maintenance ni même les moments des coupures. Sur son site info Trav'Eau.Seaal, on retrouve des cartes indiquant les communes concernées par la suspension en eau potable et les raisons avancées pour la plupart sont dues à un «niveau bas du réservoir» ou encore «ressources en eau insuffisantes». Pour Widad, résidente à Ain Benian, «cette situation est insupportable et dure depuis trop longtemps». «Je suis dans l'obligation de me lever tôt tous les jours pour faire mes réserves en eau potable. Ça commence vraiment à bien faire», a-t-elle ajouté. «A 11h déjà, le robinet est à sec. Il faut donc attendre le lendemain 7h pour avoir de l'eau», nous dira Mehdi, résident à Kouba. Il ajoutera : «Ma femme et moi avons cinq heures seulement pour prendre une douche, laver le linge, faire la vaisselle et bien sûr remplir nos réserves d'eau». A Bouzaréah, Samira nous confie : «Cela fait cinq jours que je n'ai pas d'eau. Je me suis rendue à



la Société des eaux et d'assainissement de la wilaya d'Alger pour comprendre les raisons de cette coupure anarchique, vu que la moitié de mon quartier a de l'eau et l'autre moitié n'en a pas depuis plus de cinq jours. Mon interlocuteur au niveau de la Seaal m'a dit qu'ils allaient dépêcher une équipe pour régler le problème, mais depuis deux jours aucune nouvelle». En outre, dans certaines communes de la capitale, des dizaines de citoyens ont fermé la route en signe de protestation contre «la coupure d'alimentation en eau potable depuis plus plusieurs jours», a-t-on constaté à Bordj El Kiffan. Par ailleurs, afin de comprendre les raisons de ces coupures qui se sont aggravées cette année, nous avons contacté le ministère des Ressources en eau ainsi que la Société des eaux et d'assainissement de la wilaya d'Alger. Malheureusement, c'est silence radio pour ces deux établisse-

ments. Pis encore, la cellule de communication du ministère des Ressources en eau est aux abonnés absents. Enfin, il est à rappeler que Mustapha- Kamel Mihoubi, ministre des Ressources en eau, avait donné des instructions fermes pour assurer un approvisionnement régulier en eau potable suivant le programme établi à Alger, insistant sur l'importance de l'augmentation de la production de l'eau pour approvisionner les citoyens et éviter les coupures ou les perturbations. Le ministre

ne s'est pas arrêté là puisqu'il a mis fin, vendredi dernier, aux fonctions des directeurs de la distribution et de la production de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) et a chargé le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Alger d'assurer la gestion sous l'autorité du wali, suite aux perturbations enregistrées dans certains quartiers de la capitale. Malheureusement, ces mesures n'ont rien changé à la situation catastrophique que vit quotidiennement le citoyen.

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 370 nouveaux cas et 10 décès

L'Algérie a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (9), portant à 3 660 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 370 cas, soit 15 cas de moins par rapport au bilan d'hier (385), pour atteindre, au total, 137 049 cas confirmés.

R. N.

22 «tricheurs» sous mandat de dépôt

Le Bac 2021 touche à sa fin aujourd'hui

Après quatre jours d'examen, les épreuves du baccalauréat prennent fin aujourd'hui et le moins que l'on puisse dire c'est que les candidats comme les citoyens, en passant par les entreprises, peuvent souffler. Comme l'on pouvait s'y attendre, le gouvernement a procédé à une coupure de la connexion Internet sur l'ensemble du territoire par précaution, afin de minimiser les risques de fuite des sujets et leur propagation sur les réseaux sociaux. Cependant, ce sont aussi bien les citoyens que les travailleurs, à l'ère d'Internet où quasiment toutes les transactions se font par ce biais, qui en ont subi les conséquences. Pour certains, l'on parle même de «congé» forcé. On parle là d'énormes pertes pour un grand nombre d'entreprises et on en arrive à se demander, au vu des

sujets qui fuient quand même, s'il ne s'agit pas là de mesures encombrantes en plus d'être visiblement inefficaces.

Cette année comme les précédentes, une difficulté fait l'unanimité, c'est bien celle de la température, notamment à Constantine où les candidats affirment avoir eu deux épreuves à passer, celle des matières scientifiques et littéraires d'un côté, et celle du facteur temps et des températures élevées de l'autre, notamment le premier jour du baccalauréat où il a fait près de 40 degrés Celsius. Cela nous renvoie, par ailleurs, aux mesures prises par les services du secteur de l'Education nationale dans la région d'Illizi pour accompagner les candidats dans cette canicule pendant les épreuves et où l'ensemble des structures accueillant les candidats et les encadreurs ont dispo-

sé de moyens de climatisation adéquats, d'eau fraîche en permanence, de moyens de suivi sanitaire et psychologique, assurait le directeur de l'Education, Abdedayem Abdedayem.

Néanmoins, les candidats pour les épreuves de sciences naturelles et ceux en littérature s'accordent à dire que cette année les sujets étaient «abordables», car dispensés dans le programme scolaire avec une tâche noire pour ceux en sciences naturelles et de la vie à Alger-Est qui ont jugé le sujet de sciences «abordable mais long» et requérant beaucoup de réflexion.

Bien entendu, on ne comptait malgré cela pas y échapper : le ministère de la Justice a annoncé, mardi, dans un communiqué, que 22 individus étaient poursuivis en justice pour triche aux épreuves du Bac avec mandat

de dépôt pour 18 d'entre eux.

«Trois de ces mis en cause ont été condamnés à une année d'emprisonnement ferme assortie d'une amende de 100 000 DA en attendant le procès des autres mis en cause», souligne la même source.

Et de préciser que ces cas de triche ont été traités par les compétences des cours de Tébessa, Ghardaïa, Sétif, Tissemsilt, Chlef, Béchar et Djelfa.

Les faits attribués aux mis en cause concernent «la diffusion et la fuite de sujets d'examen du Bac par le biais de moyens de communication à distance, dont la majorité a été détectée par l'Organe national de lutte contre les infractions liées aux TIC, qui reste à l'affût pour garantir une sécurisation totale de ces examens», conclut le communiqué.

Mehdi Mahmoudi

Le Brent à 75,54 dollars, au plus haut depuis octobre 2018

Les cours du pétrole continuent leur ascension

■ Les prix du pétrole poursuivaient hier leur marche en avant, atteignant des prix plus vus depuis octobre 2018, motivés par des stocks de pétrole brut attendus en baisse aux États-Unis et malgré une hausse de la production se profilant à moyen terme.



P.V.D. R.

Par Meriem Benchaouia

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 75,54 dollars à Londres, en hausse de 0,98 % par rapport à la clôture de mardi. Il a touché peu de temps auparavant 75,66 dollars, un prix plus vu depuis fin octobre 2018. À New York, le baril de WTI pour le mois d'août, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, avançait

dans le même temps de 0,81 %, à 73,44 dollars. Le contrat américain navigue lui aussi à des sommets comparables à ceux du mois d'octobre 2018. «Les marchés suivront de près les données officielles sur les stocks de brut de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) attendus en début de séance américaine», a expliqué Avtar Sandu, analyste de Phillip Futures. Ces derniers sont attendus en baisse de 3,5 millions de barils pour la semaine

passée, selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, un signal positif pour la vigueur de la demande de brut au sein du premier consommateur mondial. Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux États-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux chiffres cependant jugés moins fiables, a rendu compte d'une baisse plus forte encore, de 7,2 millions de barils. L'attention des investisseurs se porte par

ailleurs vers la réunion de l'Opep+ prévue le 1^{er} juillet, «les points de vue étant partagés quant à une éventuelle augmentation de la production à compter du mois d'août», reprend Avtar Sandu. «Sans surprise, la Russie proposerait d'augmenter encore l'offre de l'alliance composée des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de dix alliés», ont expliqué dans une note Warren Patterson et Wenyu Yao, d'ING. Pour rappel, les membres de l'Opep+ avaient décidé, au début du mois, de se conformer à leur politique d'augmentation progressive de la production de pétrole d'ici juillet. Cette stratégie consiste en un retour par palier entre mai et juillet d'un total de près de 1,2 million de barils par jour supplémentaires, auquel s'ajoute le volume d'un million de barils qui avait été retiré volontairement par Riyad au début de l'année. Le marché surveille également les discussions sur le nucléaire iranien, dans la foulée de l'élection de Ebrahim Raïssi en Iran, susceptible d'entraîner à moyen terme un retour sur le marché des barils iraniens. Pour les investisseurs pétroliers, il s'agit de savoir si les sanctions qui empêchent actuellement l'Iran d'exporter sa production seront allégées, ce qui changerait drastiquement l'équilibre du marché du brut et pourrait peser sur les cours. Dans son dernier rapport mensuel publié il y a quelques jours, l'Opep table sur une accélération de la reprise de la demande pétrolière au cours de la deuxième partie de l'année. Elle confirme ses prévisions

pour cette année d'un rebond de 6 millions de barils par jour (mb/j) de la demande mondiale, qui devrait ainsi atteindre 96,58 mb/j. Ce rebond fait suite à une chute encore plus importante de 9,3 mb/j de la demande l'an dernier, en raison de la pandémie de Covid-19 qui a freiné l'activité et quasiment mis à l'arrêt le transport aérien mondial.

M. B.

Covid-19 à Oran Plus de quarante cas chaque jour

Le nombre de cas de Covid-19 augmente au niveau de la wilaya d'Oran avec une moyenne d'une quarantaine de cas par jour depuis quelque temps, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la santé et de la population (DSP).

En effet, les effets du relâchement observé quant au respect des gestes barrières se ressentent et l'hôpital «El Nedjma», seule structure sanitaire à prendre en charge les cas de Covid-19, commence à saturer avec 120 patients hospitalisés, a indiqué à l'APS le chargé de communication à la DSP, Youcef Boukhari.

Placé sous la gestion de l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) d'Oran, l'hôpital «El Nedjma», d'une capacité d'accueil de plus de 200 lits, quasiment vide au cours des mois passés, commence à se remplir. Les 120 personnes hospitalisées sont toutes sous oxygène, a expliqué le responsable de la communication, relevant que la moyenne d'âge des personnes qui font des complications a considérablement baissé au cours de ce mois de juin.

«Nous ne sommes plus dans la tranche d'âge des sexagénaires et plus. La majorité des personnes hospitalisées au courant de ce mois de juin sont âgées entre 40 et 55 ans», a-t-il déclaré.

Les cas graves augmentent de même que le nombre de décès. Alors que la moyenne des décès était estimée à un mort tous les trois jours, le nombre a grimpé à un par jour dernièrement, a fait savoir M. Boukhari, soulignant que pour renverser la donne, il est impératif de revenir à la prévention et de se conformer aux gestes barrières dont la distanciation, le lavage des mains et la désinfection.

R. N.

Leurs diplômes ne sont pas reconnus à travers le monde La formation des médecins sera revue

Les diplômes universitaires algériens répondront, à moyen terme, aux standards universels. C'est du moins ce qu'affirme Boualem Saidani, directeur général des enseignements et de la formation supérieure au ministère de l'Enseignement supérieur. S'exprimant, hier, à la Radio nationale, ce responsable annoncera la révision de la loi d'orientation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la création d'une Agence d'accréditation et d'assurance qualité. L'agence en question est qualifiée d'«essentielle» par l'orateur, faute de quoi, explique-t-il, nos diplômes «ne seront plus reconnus à l'échelle planétaire». M. Saidani a cité l'exemple des diplômés de médecine que la tutelle travaille à «normaliser afin qu'ils soient reconnus à travers le monde». Il n'a d'ailleurs pas hésité à pointer l'obsolescence des

programmes. «La formation médicale n'a pas été révisée depuis les années 70. Or, la science et la technologie ont beaucoup évolué. Il était donc important de revoir dans le fond et dans la forme la formation médicale. Cette refonte des programmes a été initiée graduellement et a commencé par la révision des programmes de la première année puis ceux de deuxième année et là, nous en sommes à la troisième année», a-t-il expliqué. «Après avoir accompli les trois années d'études pré-cliniques, une halte s'impose», a-t-il affirmé, préconisant de faire «une évaluation en impliquant les premiers concernés, à savoir les étudiants en médecine». L'invité de la Radio nationale a annoncé qu'une rencontre nationale est programmée le 1^{er} juillet prochain, en présence des étudiants, des enseignants et des responsables. D'autres départe-

ments ministériels sont invités à y participer. «Nous avons voulu impliquer les ministères de la Santé, le ministère de l'Industrie pharmaceutique, des Finances, la Fonction publique et les syndicats», a-t-il souligné. L'objectif «est de dire les choses clairement, ce qui est bien ou pas, et situer les lacunes pour apporter des solutions palliatives, de manière à rendre la formation médicale plus adaptée aux besoins de la société», a souligné le directeur général des enseignements et de la formation supérieure au ministère de l'Enseignement supérieur. Et d'expliquer que la pandémie de Covid 19 a servi d'«accélérateur» dans cette démarche. Une démarche qui inclut «l'ouverture des universités algériennes vers l'international», qualifiée d'«impérative». La révision de la loi d'orientation comprend, a-t-il indiqué, une disposition pour assurer

le transfert de technologie et la participation de formateurs venus de l'étranger. «Le texte portant sur la mobilité des enseignants a été révisé pour pouvoir inviter ou associer des formateurs, qui viendraient de l'étranger pour une semaine, un mois ou plus, avec une prise en charge conséquente et particulière, car ce transfert de savoir-faire est essentiel», a indiqué M. Saidani, appelant à ce que «l'Université devienne la véritable locomotive du développement socio-économique du pays». Le responsable annonce que plusieurs dossiers sont en cours de discussion avec les départements concernés, notamment des formations spécialisées destinées à l'industrie pharmaceutique, le statut des doctorants et les débouchés pour leur insertion professionnelle ou encore l'amélioration des services des œuvres universitaires.

Aomar Fekrache

Ouargla et Touggourt

Apparition précoce du Boufaroua dans les palmeraies

■ De nombreux agriculteurs dans les wilayas de Ouargla et Touggourt ont tiré la sonnette d'alarme sur la menace de la maladie du Boufaroua, apparue précocement cette saison dans la région, et ont alerté aussitôt les services agricoles, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction des services agricoles de Ouargla.

Par Hocine Y.

Après avoir été alertés au début de ce mois de juin de données faisant état de l'apparition précoce, exceptionnellement cette saison, de cette maladie parasitaire dans des palmeraies de Hassi-Benabdallah et Hassi-Messaoud (Ouargla) et de Taïbet (Touggourt), les services concernés sont aussitôt intervenus en procédant à la distribution de quantités suffisantes de pesticides et de produits phytosanitaires aux phœniculteurs pour le traitement de leurs palmiers, a indiqué l'inspectrice de la santé végétale à la DSA, Afifa Eulmi. L'apparition précoce du Boufaroua est due aux conditions climatiques favorables à la prolifération de l'insecte parasite vecteur de la maladie, dont la canicule et les tempêtes de sable ayant balayé ces régions depuis la fin du mois de mai dernier, a-t-elle expliqué.

Parmi les autres facteurs

cités, le manque d'entretien des palmeraies et de traitement des palmiers, ainsi que l'absence d'actions de débroussaillage et de lutte contre les mauvaises herbes.

Lancée mardi depuis une palmeraie de la commune de Sidi-Khouiled (15 km à l'est de Ouargla), la campagne saisonnière de traitement contre le Boufaroua et le Myelois (vers des dattes) cible près de 635 000 palmiers productifs des palmeraies des wilayas de Ouargla et Touggourt, a fait savoir M^{me} Eulmi.

Confiée à l'Institut national de protection des végétaux (INPV-Ghardaïa) et une dizaine de micro-entreprises privées, avec le concours des agriculteurs, cette campagne est dotée de moyens nécessaires pour la lutte contre ces maladies du palmier, a-t-elle ajouté.

Cette pathologie s'attaque au palmier par la suffocation, sous forme de toile d'araignée, des régimes de dattes en pleine



PHD R.

croissance, engendrant la dégradation du fruit et d'autres dégâts sur les palmiers.

Les wilayas de Ouargla et de

Touggourt totalisent un patrimoine phœnicole avoisinant les trois millions de palmiers, occupant une superficie de plus de

25 000 ha, avec une moyenne de plus de 110 palmiers à l'hectare, selon les données de la DSA.

H. Y.

Dédoublage de la voie ferrée de Béjaïa Le projet mis sur rails

Le projet de dédoublement et de modernisation de la voie ferrée reliant Béjaïa-Béni Mansour prend de plus en plus forme. Les travaux de ce projet qui avait été retenu en 2011 ont repris en mars dernier. Ils avancent avec un rythme soutenu si l'on en croit la cellule de communication de la wilaya qui l'avait souligné récemment, indiquant que les travaux de creusement du 2^e portail du premier tunnel ont été lancés. Il s'agit des travaux de creusement du 2^e portail Ouest du tunnel N° 3, situé au niveau de la localité Amtik Ouyemoune, dans la commune de Semaoun. La longueur de ce tunnel

est estimée à 669 ML. Le wali en a donné le coup d'envoi lors d'une visite d'inspection effectuée récemment au chantier. «Des instructions ont été données aux responsables du projet afin d'intensifier les travaux et la coordination avec les responsables des entreprises chargées de la réalisation de la pénétante autoroutière, dans le but d'assurer une meilleure conduite des travaux notamment au niveau des points de chevauchement des deux projets», avait souligné la même source dans un communiqué posté antérieurement sur sa page Facebook. Il faut noter qu'après un blocage qui a duré de

très longues années, dû en partie aux oppositions des propriétaires terriens dans la vallée de la Soummam sur au moins 49 kilomètres d'emprise de ce projet (de Tazmalt jusqu'à Takarietz au moins), qui ont été levées et des travaux y sont en cours. En sus des travaux de creusement du tunnel en cours, deux autres tunnels sont prévus à Sidi Aïch et Seddouk. En février dernier, le projet avait enregistré 5 % de réalisation. «Concernant les oppositions qui continuent à entraver l'opération d'expropriation sur 11 km, les services concernés sont en contact permanent avec les opposants, dans l'espoir

de trouver un terrain d'entente», avait-on indiqué encore. Pour rappel, l'Etat a dégagé la somme de 5 581 444 855 DA réservée à l'indemnisation des propriétaires terriens qui demandent la revue à la hausse des tarifs. Ainsi, à Akbou, au village Colonel Amirouche (ex-Riki), des villageois ont rejeté la variante initiale du tracé qui passe par leur village. En matière d'opposition, il existe encore des contraintes qui persistent au niveau de deux autres communes, notamment Tazmalt et Oued-Ghir, mais elles devraient être dépassées.

Hocine Cherfa

Essai de Amar Abba

«INIG, Voyage dans l'œuvre poétique de Lounis Ait Menguellet»

«**I**NIG, Voyage dans l'œuvre poétique de Lounis Ait Menguellet», essai d'Amar Abba dans lequel il tente de pénétrer l'univers de ce grand poète prolifique, authentique dans ses contenus et moderne dans ses formes, un des maîtres de la chanson algérienne d'expression kabyle qui a voué sa vie à rendre hommage à l'esprit paysan et à la parole autochtone qui aide à construire une vision du monde sensée et mesurée. Paru dans la Collection «Traces» aux éditions Frantz-Fanon, l'ouvrage de 329 pages s'étale sur une dizaine de chapitres traitant de thématiques en lien avec le parcours d'une vie tourmentée par l'amour, le destin, l'émigration, la politique, l'identité et la culture, la guerre et la paix, l'art, les rêves de poète et la condition humaine, autant de

préoccupations généralement récurrentes dans une existence confrontée à l'adversité.

Dans une belle entrée en matière, Yasmina Khadra, auteur de la préface, annonce le ton de ce bel hommage littéraire : «Lounis Ait Menguellet est un hymne, à lui tout seul. Tout chez cet artiste emblématique, s'érige en références, sa sagesse ancestrale, son charisme, son amour indéfectible pour les siens et pour sa «Déchra» si proche des étoiles, pour son terroir».

Evoquant la place importante qu'occupe l'amour dans son sens large chez ce poète érudit qui a chanté l'adret et l'ubac, l'auteur livre toute l'ampleur thérapéutique de la parole, érigée en méthode pour guérir l'individu, par la résilience face à tous les maux de la vie.

Une approche rappelée dans l'avant-propos de Yasmina Khadra qui a écrit : «Lounis Ait Menguellet est un havre de paix, une oasis qui transcende les exils mortifères que sont devenus nos mutismes, à l'heure où nos vœux les plus ardents menacent de s'estomper au gré des désillusions (...) Lounis Ait Menguellet est venu au monde pour penser les blessures des âmes et redonner espoir à ceux que l'infortune malmène».

Se gardant d'avoir toute prétention de revenir dans son ouvrage sur l'intégralité d'une œuvre poétique colossale et prolifique, l'auteur explique qu'il s'agit seulement de «permettre au lecteur de se promener, de s'arrêter à certains endroits, plus qu'à d'autres, de découvrir et d'apprécier chaque halte avec ses charmes et parfois ses

secrets, de s'étonner, de s'émerveiller et de s'enrichir».

Dans une randonnée onirique, Amar Abba promène le lecteur dans les méandres capricieux des sémantiques de différents textes, écrits dans leur langue originelle et traduits en langue française, tentant de mettre en avant le pouvoir des mots et de la poésie, en levant, par l'interprétation, l'analyse et la comparaison, le caractère complexe et inaccessible généré par le génie créatif de Lounis Ait Menguellet.

L'auteur clôt son essai, dans lequel le lecteur trouvera aussi une bibliographie et une discographie de l'artiste, avec «*Idul ang'ar a nruh*» (long sera notre chemin), une des chansons du poète, empreintes de richesse et de diversité, ouverte sur plusieurs interprétations en lien

avec la résilience de vaincre l'adversité pour atteindre son idéal.

«C'est le poème de tous ceux qui luttent et qui savent que leur lutte sera longue», écrit l'auteur avant d'ajouter que «cela peut être la justice, la démocratie, la prospérité économique, la liberté, ou tamazight ou, pourquoi pas, tout cela en même temps».

Né en 1948 à Ighil-Mahni, dans la région d'Azeffoun en Kabylie, Amar Abba, élève de Mouloud Mammeri à l'université d'Alger est passionné de culture, d'histoire, de littérature et de musique, animant durant les années 1970 plusieurs émissions culturelles à la Chaîne 2 de la Radio algérienne.

Après des études supérieures à l'Ecole nationale d'administration, il a fait une longue carrière dans la diplomatie.

Hani T.

Commerce/Durant les 5 premiers mois

Une hausse de 34 % du chiffre d'affaires dissimulé

Les opérations de contrôle économique et de répression de la fraude effectuées durant les cinq premiers mois ont permis d'enregistrer un chiffre d'affaires dissimulé estimé à 37,61 milliards de DA, soit une hausse de 34 % par rapport à la même période de 2020, indique un bilan du ministère du Commerce.



Par Farid M.

Les opérations effectuées par les services du ministère du Commerce au niveau du marché national ont permis de découvrir un chiffre d'affaires dissimulé estimé à 37,61 milliards DA, liés à l'établissement de factures fictives, de fausses factures, soit une hausse de 34 % par rapport à la même période de l'année précédente, a précisé la même source, faisant état d'un montant de 5,75 millions DA pour application de prix illégaux.

Les opérations de contrôle ont permis d'enregistrer 678 078 interventions, soit une hausse de +6 %, ayant permis aux services de contrôle de constater 53 051 infractions (+6 %) et l'établis-

ment de 50 395 procès-verbaux de poursuites judiciaires (+7 %).

Les mêmes services ont enregistré 3 968 propositions de fermeture de locaux commerciaux, soit une baisse de -33 % comparativement à l'année précédente. Ils ont pris des mesures administratives de saisie de biens d'une valeur de 773,58 millions DA (-77 %) grâce «au respect des lois et mesures en vigueur par les commerçants dans leurs activités, d'une part, et les mesures suivies concernant le respect des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus».

S'agissant du contrôle des pratiques commerciales, les agents de contrôle ont enregistré 349 549 interventions donnant lieu à 36 803 infractions qui se

sont soldées par 35 369 PV de poursuites judiciaires.

Les interventions ont porté sur l'obligation de la transparence commerciale, notamment la facturation dans les étapes de production et de distribution. Les agents de contrôle ont pris des mesures administratives complémentaires de fermeture de 3 148 locaux commerciaux et la saisie de marchandises d'une valeur de 287,8 millions DA.

Concernant le contrôle de la qualité et la répression de la fraude, 328 529 opérations de contrôle ont été enregistrées au niveau du marché interne et au niveau des frontières, ayant permis de constater 16 248 infractions aux règles relatives à la protection du consommateur, donnant lieu à l'établissement de

15 026 PV de poursuites judiciaires et la proposition de fermetures de 820 locaux commerciaux.

Dans le cadre des mesures conservatoires, il a été procédé à la saisie de marchandises non conformes et impropres à la consommation, à concurrence de 485,7 millions de DA.

Au niveau du marché intérieur, les services de contrôle ont effectué 298 111 interventions qui ont donné lieu à 15 687 contraventions et l'établissement de 14 715 procès-verbaux de poursuites judiciaires à l'encontre des opérateurs contrevenants. Quant au contrôle de la conformité des produits importés au niveau des frontières, les inspections aux frontières ont procédé au traitement de 30 418 dossiers de déclaration d'importation de produits d'une quantité de 11 millions de tonnes, à l'établissement de 561 contraventions ayant donné lieu à 311 procès-verbaux de poursuites judiciaires contre les importateurs contrevenants, au blocage aux frontières de 433 cargaisons (+34 %) de produits non conformes, estimés à 63 937,77 tonnes et à une valeur financière globale de 8,45 milliards DA.

Cette hausse «sensible», notamment pour les cargaisons refusées, est due au durcissement des mesures de contrôle aux frontières, dans le cadre des orientations du gouvernement visant à encadrer le commerce extérieur et rationaliser les importations, explique le ministère.

Les services de contrôle ont effectué des prélèvements d'échantillons microbiologiques et physicochimiques sur certains produits alimentaires de large consommation et d'autres non alimentaires pour s'assurer de leur conformité aux normes et caractéristiques en vigueur.

Les analyses effectuées en laboratoire sur 5 543 échantillons prélevés (+16 %) ont révélé 584 échantillons non conformes, soit un taux de 10,5 %.

Concernant les analyses physicochimiques, les services du

commerce ont prélevé 3 020 échantillons, dont 275 non conformes (9 %). Quant à ceux microbiologiques, 2 413 échantillons ont été analysés, dont 294 non conformes aux normes en vigueur (12 %).

A propos des produits industriels, les mêmes services ont analysé 110 échantillons, dont 15 non conformes (13,6 %).

S'agissant des analyses rapides effectuées par des instruments de mesures contenus dans la valisette, le nombre des opérations menées sur le terrain s'élève à 48 440 analyses (+2 %), dont 1 412 cas de non-conformité, soit un taux de 2,9 %.

F. M.

Zone euro

Le secteur privé enregistre sa plus grande croissance depuis 15 ans en juin

L'activité du secteur privé dans la zone euro a enregistré en juin sa plus forte croissance depuis 15 ans, grâce à l'allègement des restrictions sanitaires, laissant augurer d'une forte croissance du PIB au printemps, selon l'indice PMI composite du cabinet Markit.

D'après la première estimation publiée hier, cet indice a progressé ce mois-ci à 59,2, après 57,1 en mai. Un chiffre inférieur à 50 signifie que l'activité se contracte, alors qu'à l'inverse elle progresse si le chiffre est supérieur à ce seuil. «L'économie de la zone euro connaît un essor sans précédent depuis 15 ans, les entreprises faisant état d'une brusque montée de la demande, avec une reprise de plus en plus large, dépassant la seule industrie manufacturière pour englober davantage le secteur des services», a commenté Chris Williamson, économiste en chef de Markit. «Ces données laissent présager une expansion impressionnante du PIB au deuxième trimestre, suivie d'une croissance encore plus forte au troisième trimestre», a-t-il ajouté. En Europe, les mesures de confinement du virus ont été allégées pour atteindre leur niveau le plus bas depuis septembre et le mouvement devrait se poursuivre en juillet, selon Markit. «Les programmes de vaccination font également des progrès impressionnants. Cela a non seulement facilité une plus grande activité dans le secteur des services, mais la perspective réjouissante d'un retour à la normale a également fait grimper la confiance des consommateurs à un niveau sans précédent, ce qui a encouragé des dépenses plus importantes et provoqué des embauches», a expliqué Chris Williamson.

H. S.

Farid M.

Monnaies

L'euro stable face au dollar

L'euro restait stable face au dollar hier, les données économiques positives en Europe et un président de la Banque centrale américaine (Fed) plutôt prudent ne suffisant pas à relancer la monnaie unique européenne. L'euro perdait quelque 0,05 % à 1,1934 dollar pour un euro.

L'activité du secteur privé dans la zone euro a enregistré en juin sa plus forte croissance depuis 15 ans, grâce à l'allègement des restrictions sanitaires, laissant augurer d'une forte

croissance du PIB au printemps, selon l'indice PMI composite du cabinet Markit. «Les indicateurs européens ne peuvent pas aider l'euro, car la Banque centrale européenne (BCE) est bien trop accrochée à sa politique monétaire souple pour ça», a commenté Antje Praefcke, analyste. Pour les cambistes, alors que la reprise se profile des deux côtés de l'Atlantique après la crise provoquée par la pandémie de Covid-19, la question est de savoir quelle banque centrale normalisera en premier sa poli-

tique monétaire, rendant sa monnaie plus attractive. La veille, l'euro avait profité des commentaires de Jerome Powell, président de la Fed, qui a répété que l'institution soutiendrait l'économie américaine «aussi longtemps qu'il le faudra». Depuis sept séances et la dernière réunion de la Fed, le dollar avait profité du ton au contraire plus incisif qu'attendu des membres du comité monétaire, qui évoquaient dans leurs prévisions un durcissement de la politique monétaire dès 2023 pour éviter

un emballement de l'inflation. «Le ton de M. Powell était plutôt prudent et a cassé la tendance à la hausse du dollar, sans que le euro ne bénéficie d'un rebond durable», commentent des analystes. La livre britannique, quant à elle, montait légèrement (+0,15 % face au dollar à 1,3970 dollar pour une livre, +0,20 % face à l'euro à 85,43 pence pour un euro) à la veille de la réunion de la Banque d'Angleterre, qui fait face au même dilemme que la Fed et la BCE.

Université Ali-Lounici de Blida

Portes ouvertes sur l'entrepreneuriat

■ Les portes ouvertes sur l'entrepreneuriat ont été lancées à l'université Ali-Lounici de Blida 2, dans le cadre d'une série de sessions de sensibilisation initiées par l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade), a-t-on appris auprès du rectorat.

Par Lyes B.

Cette activité, organisée au niveau de la faculté des sciences économiques et commerciales, se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours et sera également abritée par les facultés de droit, des sciences politiques et des langues et littérature, pour être clôturée à la faculté des sciences humaines et sociales.

Cette manifestation vise à rapprocher et à développer l'esprit entrepreneurial chez les étudiants de ces quatre facultés, tout en les aidant à formuler des idées sur la création de sociétés et le développement de petites et moyennes entreprises (PME).

Selon la chargée de la formation auprès de l'antenne locale de l'Anade, Naima Dahmani, «ces portes ouvertes ont également pour objectif d'informer les étudiants de l'université Ali-Lounici sur les nouvelles mesures incitatives introduites par cette agence, à leur profit, dont notamment l'opportunité

qui leur est offerte de concrétiser leurs projets sans avoir à attendre l'achèvement de leur cycle universitaire et l'obtention du diplôme les habilitant pour ce faire», a-t-elle expliqué.

Sur un autre plan et dans le cadre du programme «Yabda», lancé au titre d'un partenariat entre l'université Blida 2 et l'Union européenne, cet établissement de renseignement supérieur organise, en coordination avec la maison de l'entrepreneuriat, une session de formation, d'une semaine, au profit de 34 étudiants porteurs de projets.

La formation vise à renforcer leurs capacités entrepreneuriales et à les préparer pour participer au concours national du programme «Yabda» récompensant le meilleur projet d'entrepreneuriat en Algérie. Ce dernier étant appelé à prendre part au concours du meilleur projet d'entrepreneuriat maghrébin. Selon la cellule de communication de l'université, les concours du projet «Yabda» s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération «Erasmus», liant l'université de Blida 2 et l'Union européenne. Cette session de formation sera axée principalement sur la



méthode d'élaboration d'un business plan qui est l'un des meilleurs outils pour évaluer la faisabilité d'un projet commercial, avant même l'élaboration de son étude de faisabilité. Les étudiants bénéficiaires suivront également des communications pour apprendre à affiner leurs connaissances en matière d'entrepreneuriat, ce qui les aidera à développer leurs pro-

jets et éclaircir davantage la carte d'activité requise de chaque porteur de projet, notamment concernant le plan d'affaires, qui est à la base des projets d'entrepreneuriat. Cette session aborde également les différents critères pris en considération lors de la sélection de projets, au plan national et mondial.

A noter, aussi, que la mai-

son de l'entrepreneuriat de l'université de Blida organise aujourd'hui un concours des meilleurs projets innovants.

Les projets et idées innovantes à présenter par les étudiants au titre de ce concours seront évalués par un expert étranger à l'université de Blida 2, a-t-on indiqué de même source.

L. B.

Saïda Réception prochaine de 1 800 logements publics locatifs

Quelque 1 800 logements publics locatifs seront réceptionnés, dans les prochains jours dans la ville de Saïda, a-t-on appris, mardi, de la direction locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière. L'a même source a précisé que ce quota de logements comprend 1 320 logements à la cité «Boukhors» et 480 autres unités à Haï «Salam», ajoutant que les travaux d'aménagement extérieur de ces deux nouveaux sites d'habitation ont été achevés, avec le raccordement aux différents réseaux d'eau potable, d'assainissement et de gaz, ainsi que le bitumage des routes et la réalisation d'espaces verts.

La Société de distribution de l'électricité et du gaz s'attelle à la mise en fonction du système d'éclairage public, à travers les deux sites, en prévision de l'opération de distribution programmée pour le 5 juillet prochain, dans le cadre de la double célébration des fêtes de l'Indépendance et de la Jeunesse, a-t-on indiqué.

Il est à noter que la direction de wilaya du logement a recensé un programme global de logements publics locatifs dans la wilaya de Saïda de 15 236 unités, dont 11 333 ont été livrées, alors que 3 903 autres unités sont en cours de réalisation.

F. S.

Campagne moisson-battage à Djelfa

Une production prévisionnelle de plus 600 000 qx de céréales

Une production de près de 603 000 quintaux de céréales (toutes variétés confondues) est attendue à Djelfa au titre de la présente saison agricole 2020/2021, selon les prévisions de la direction locale des services agricoles.

La wilaya s'attend à engranger près de 603 000 qx de céréales dont 337 000 qx d'orge, plus de 224 000 qx de blé

dur, au terme de la campagne moisson-battage de la présente saison agricole qui a été marquée par une faible pluviométrie, a indiqué à l'APS le directeur local du secteur, Ali Beldjoudi. Il est aussi prévu la production de 12 100 qx de blé tendre avec un rendement de 27 qx/ha et plus de 30 000 qx d'avoine, a-t-il ajouté.

Le même responsable a observé que les moisson-

neuses-batteuses de la Coopérative de céréales et légumes secs (Ccls) de la wilaya, qui s'ajoutent aux moyens réunis par les particuliers, ont été mobilisées afin de garantir la réussite de cette campagne qui se déroule «normalement» à travers les champs céréaliers de la wilaya.

Pour l'engrangement de cette production en céréales, la Ccls a mis à la disposition des

agriculteurs des silos qui totalisent une capacité de stockage d'environ 150 000 qx. Selon des spécialistes de la filière céréalière à Djelfa, la présente campagne moisson-battage se caractérise par une dynamique particulière et un intérêt croissant des céréaliculteurs, pour l'irrigation d'appoint, pour compenser la faible pluviométrie de ces dernières années.

Samy Y.

Oran

Des supports promotionnels pour promouvoir le tourisme

La direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial de la wilaya d'Oran a élaboré un guide et une carte touristique pour la promotion du tourisme à Oran en prévision de la saison estivale 2021, a-t-on appris de cette instance. Ces supports promotionnels regroupent toutes les données touristiques relatives aux établissements hôteliers, restaurants, agences de voyages et de tourisme, plages, sites et monuments

historiques, vestiges à caractère touristique et culturel, forêts et autres établissements de loisirs et de détente, a indiqué le directeur local du secteur, Kaïm Benamar Belabbes. Grâce à cette carte touristique, l'estivant ou le touriste aura une idée globale sur les plages autorisées à la baignade au niveau de la wilaya, au nombre de 33, a-t-il souligné.

Ce guide et cette carte touristiques seront déposés au niveau

du siège de l'Office du tourisme, sis à la rue Khemisti au centre-ville d'Oran. Ils seront également distribués à travers les établissements hôteliers, notamment ceux situés au niveau des communes côtières, a fait savoir le même responsable.

Dans le cadre de la préparation de la saison estivale 2021, il a été procédé également en matière de contrôle, à l'inspection de 57 établissements hôteliers de différentes catégories

d'étoiles pour s'enquérir de l'application du protocole sanitaire de prévention contre le Covid-19, selon la même source. Cette opération que supervise la commission mixte composée d'inspecteurs des directions du tourisme, du commerce, de la santé, de l'habitat et de la Protection civile, permet d'assurer le contrôle de la qualité des prestations hôtelières offertes, notamment durant la saison estivale, a-t-on relevé.

A. Y.

Roman de Meriem Guemache, Casbah éditions

Zelda, style vivant et sentiments tumultueux

■ Telle une corolle en dentelles finement brodée, «Zelda», roman récemment paru chez Casbah éditions, est une histoire offerte par Meriem Guemache pour distraire le lecteur, notamment la lectrice, mais pas seulement distraire.

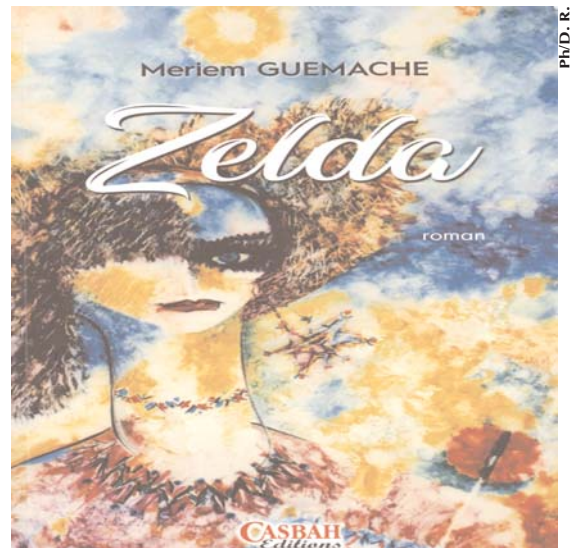
Par Nadjib Stambouli

L'histoire, le style de narration, le rythme du roman, tout donne à se laisser guider par l'histoire d'amours (avec «S...») du personnage principal, tout en réfléchissant sur le sens à donner au sentiment le plus noble, ainsi qualifié, pas toujours à raison, tel qu'on le verra dans ce livre. Le récit retrace la vie de Zelda, une vie relativement calme mais affectivement tumultueuse. Un trajet d'existence plutôt sans aspérité, avec une profession, celle de journaliste qui se consacre avec passion et dévouement à ses reportages, sans heurt notable dans ce métier qui lui procure en retour l'écho de l'amour du métier, sans plus, mais pas moins. La quadragénaire divorcée se retrouve à un faisceau d'attractions, qui sont autant de risques, tentations auxquelles elle se refuse à

succomber. L'abandon de soi aux délices de la routine et au découragement guettent et reviennent à la charge sous la pression impitoyable d'une société qui ne pardonne rien à une femme seule avec son fils, mais ne font pas plier Zelda. À la quiétude de la défaite elle préfère l'ardeur vivifiante du combat pour la victoire sentimentale qu'elle ne désespérera jamais d'accrocher à son palmarès des bonheurs. Consciente que la vie est faite de coïncidences et de hasards, Zelda ne se suffira pas de les attendre, mais ficêlera des convergences qui la mèneront d'abord en Sicile, ensuite vers l'amour, l'heureux élu étant Lorenzo. Auparavant et ensuite au fil du récit, Zelda fera parcourir le lecteur dans un incessant dédale de paysages et de personnages, ici Alger, Tipasa, Tamanrasset ou Palerme, là Aurélie Picard ou Dassine, avec en toile de fond l'interrogation

sur les relations dites «mixtes» et les connexions culturelles qui vont avec. L'histoire maintient en haleine le lecteur par des rebondissement, entre bonheurs et chagrins, parsemés de surprises, notamment sur le personnage de Lorenzo, coups de théâtre en série sans lesquels ce roman palpitant ne serait qu'une fade romance à l'eau de rose.

L'originalité de l'écriture de Meriem Guemache, dame de radio connue et qui n'en est pas à sa première œuvre écrite, réside dans deux aspects. D'un côté, la fiction est cassée par des faits et personnalités réels, puisqu'on retrouve au détour des lignes des événements comme le hirak ou encore des références à des stars comme George Clooney. L'autre aspect est le style moderne, «branché» même, avec des mots et des expressions relativement nouveaux, qui rendent la lecture très agréable, même si les habitués de l'écriture clas-



sique pourraient ne pas apprécier. Dans le fonds, on retrouve

dans cette œuvre un diagnostic fidèle des mœurs de la société algérienne, notamment la classe moyenne, cette couche de la petite bourgeoisie qui, pour une fois, s'assume pleinement avec ses habitudes et son mode vie. Enfin, notons que la belle couverture de Zelda est signée du talentueux artiste Arslane Lerari, connu en qualité de comédien, mais aussi comme peintre, puisqu'il a été longtemps professeur à l'Ecole des beaux-arts d'Alger.

N. S.
Zelda, roman de Meriem Guemache, 236 pages, Casbah éditions 2020

Rencontre autour de «Zelda» à l'Institut culturel italien

Une sympathique et chaleureuse rencontre a eu lieu mardi après-midi à l'Institut culturel italien, à El Biar, autour de «Zelda» en tant que vecteur de rapprochement et de connexion entre l'Algérie et l'Italie, à l'initiative de l'ambassadeur M. Pugliese et de M^{me} Grande, directrice de l'Institut, en présence de M^{me} Amziane, directrice de Casbah éditions. Le débat, auquel ont assisté de très nombreux invités, dans une salle comble, celle de la bibliothèque de l'Institut, étaient animés, autour de l'autrice Meriem Guemache, par la critique littéraire Sara Kharfi, critique littéraire et par le journaliste animateur Amine Idjer, qui a lu des passages de «Zelda». Les débats ont été enrichis par le témoignage d'un sympathique cadre sicilien, l'expert en gastronomie Giorgio Flaccavento, qui a relevé les innombrables similitudes entre Palerme et Alger. Le seul regret de cette chaleureuse rencontre tient à sa brièveté, selon l'assistance, qui l'aurait souhaitée de plus longue durée et mieux soutenue par des questions-réponses.

R. C.

N. S.

Manifestation culturelle

La bande dessinée en fête à Alger du 25 au 27 juin

Une exposition de bande dessinée se tiendra du 25 au 27 juin en cours à l'Office Riadh El Feth (Oref), à Alger, qui verra la participation de plusieurs éditeurs, outre l'organisation d'ateliers pédagogiques.

Lors d'une conférence de presse animée à l'occasion, l'organisateur de l'exposition, Salim Brahimi, a affirmé que l'évènement intervenait suite «à la grande demande exprimée par les férus de la BD et les spécialistes n'ayant pas trouvé d'espaces

pour exposer ou vendre leurs œuvres», insistant sur «la prise des mesures sanitaires dans le cadre de la prévention contre le Covid-19». Au total, 15 exposants participeront à cette manifestation qui connaîtra des séances de vente-dédicace, trois ateliers pédagogiques pour enfants et adolescents et d'autres pour les adeptes de Cosplay.

Lors de cette conférence, une convention de coopération a été signée entre la direction du Festival international de la

bande dessinée d'Alger (Fibda), à la tête duquel M. Brahimi a été nommé nouveau commissaire, et l'Ecole supérieure des beaux-arts à Alger, en présence de son directeur, Djamel Laaroug.

Ledit document prévoit des réductions au profit des étudiants des Beaux-Arts lors de la visite du festival, la programmation de sessions de formation, d'expositions, de conférences, d'activités pédagogiques pour la formation des étudiants et la mise à disposition de l'espace de l'Ecole au profit de l'adminis-

tration du festival.

Intervenant à cette occasion, M. Laaroug a annoncé «la consécration du module Bande dessinée à l'école à compter de la rentrée prochaine, une première depuis sa création, d'ailleurs très demandée par les étudiants, en ce sens que 70 % d'entre eux souhaitent se spécialiser dans cet art».

De son côté, M. Brahimi a fait état de la tenue du Fibda «début octobre prochain, mais reste tributaire de la situation sanitaire».

Racim C.

Festival de Cannes (6 au 17 juillet)

L'Italien Marco Bellocchio recevra une Palme d'Or pour cinq décennies de carrière

Le cinéaste italien Marco Bellocchio présentera son prochain long-métrage documentaire, «Marx peut attendre», au Festival de Cannes (6 au 17 juillet), qui lui remettra une Palme d'Or d'honneur pour cinq décennies de carrière, rapportent des médias.

Cette distinction, attribuée dans le passé à Jane Fonda, Jean-Paul Belmondo ou encore

Agnès Varda, salue le parcours d'un «grand maître du cinéma italien» qui est à la fois «un cinéaste, un auteur et un poète», a souligné le délégué général du Festival de Cannes, Thierry Frémaux, dans un communiqué.

«Eternel contestataire», auteur d'un premier film devenu un classique de la révolte de la jeunesse, «Les Poings dans les poches» (1965), Marco Bellocchio sera

également l'un des deux grands noms du cinéma à recevoir cette année une Palme d'Or d'honneur, avec l'actrice et réalisatrice américaine Jodie Foster.

Marco Bellocchio est un habitué de Cannes, régulièrement sélectionné à ce festival, avec «Henri IV, le roi fou» en 1984 ou plus récemment «Le Traître» (2019), sur un repent de la mafia. Il a également présenté sur la

Croisette (Quinzaine des réalisateurs) «Le Diable au corps» (1986), dont les scènes très crues avaient mis en émoi les festivaliers, et en 2009 «Vincere» (2009), fresque historique sur la montée du fascisme en Italie et la vie de Mussolini, vue à travers les yeux de sa maîtresse. Il avait reçu en 2011 un Lion d'Or d'honneur à Venise.

O. N.

Cinéma

Disney choisit une jeune actrice métisse pour incarner Blanche Neige

Disney a annoncé mardi que la jeune comédienne métisse, Rachel Zegler, incarnerait Blanche Neige dans la version en prises de vue réelles du célèbre dessin animé de 1937, un début de carrière en boulet de canon pour celle qui tiendra aussi le premier rôle dans le remake de «West Side Story», attendu en décembre, ont annoncé des

médias. De mère colombienne et de père polonais, Rachel Zegler, aujourd'hui âgée de 20 ans, avait été sélectionnée à 17 ans pour jouer le rôle de Maria dans le «West Side Story» de Steven Spielberg, dont l'équipe avait auditionné plus de 30 000 candidates. «Les extraordinaires capacités vocales de Rachel ne sont qu'un aspect de son talent», a commenté Marc Webb, futur

réalisateur de la nouvelle version de «Blanche Neige», cité dans un message transmis par une porte-parole de Disney. La production du film doit débuter en 2022, a indiqué Disney. «Blanche Neige» est l'adaptation d'un conte des frères Grimm, deux linguistes allemands qui ont publié la première version en 1812. Le choix d'une comédienne métisse pour incarner celle

qui fut, en 1937, la première héroïne de cinéma de Disney, est un nouveau signe d'inflexion pour le studio, longtemps taxé de choisir essentiellement des personnages principaux blancs. «Mulan» (2020) et «Aladdin» (2019), également versions en prises de vue réelles, avaient déjà mis à l'affiche des premiers rôles issus de la diversité.

R. C.



Afghanistan

Dans les décombres de 20 ans de présence américaine

■ *Accroupi en bordure de la route principale de Bagram, Mir Salam brasse de minuscules pièces de circuits électroniques dans la poussière. Toutes cassées. «Voilà ce que font les Américains, ils détruisent absolument tout !»*

Par Mourad M.

Le quadragénaire siège dans un amas de ferraille, de téléphones militaires sans combinés, de claviers d'ordinateur brisés, de bouteilles thermos sans bouchons, de pneus déchiquetés, de carcasses d'imprimantes et de prises de courant sans fil...

A quelques kilomètres de là, l'armée américaine est en train d'évacuer sa plus grande base aérienne en Afghanistan, fréquemment attaquée par le passé, dans le cadre de son plan de retrait après 20 ans de présence militaire.

Le 1^{er} juin, un responsable américain avançait un retrait prévu «dans les vingt jours».

Bagram, héritée de l'occupation soviétique à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul, sera rendue d'un jour à l'autre aux forces afghanes après avoir abrité depuis 2001 des dizaines de milliers de soldats occidentaux – et même une prison secrète.

«Les préparatifs sont en cours pour remettre intégralement le contrôle de la base aux

forces de sécurité afghanes», assure le jeune gouverneur de Bagram, Lalah Shrin Raoufi.

«Nous avons commencé à recruter des soldats, d'autres viennent des autres provinces : au total, 2 800 hommes doivent prendre le relais», indique-t-il. «Nous prendrons ceux qui remplissent les critères».

En quittant les lieux, les forces de l'US Army font le grand ménage. Ce qui ne part pas avec eux, dans le ballet quotidien de dizaines de camions et d'avions cargo entamé depuis début mai, «ils le font exploser ou le brûlent», s'insurge Mir Salam.

«Bien sûr que je suis en colère ! Ils ont tué nos parents, nos enfants dans cette guerre. Il y avait dans cette base plein de choses neuves, de quoi reconstruire 20 fois l'Afghanistan. Mais ils ont tout détruit».

Mohamad Amin abonde : «Ils sont venus reconstruire notre pays mais maintenant ils le détruisent, ils auraient pu nous donner tout ça».

Les deux hommes louent 1 000 afghanis (12 dollars) par mois un modeste terrain grillagé pour fouiller les débris qu'ils

recupèrent en espérant revendre le métal aux ferrailleurs.

Tout le long de la route, les entrepôts et les casses les plus imposantes sont gardés par des hommes en armes. Celle de Hajji Noor Rahman en est une, fermée par une lourde porte coulissante : «Tout ce qui est réutilisable, les gens l'achètent».

Sur plusieurs dizaines de mètres carrés, s'empilent fauteuils de bureaux, écrans de télé, haltères et appareils de gym, piano électrique, branches de sapin et couronnes de Noël. Plusieurs kits d'aide de première urgence, éventrés, laissent échapper des poches à perfusion et pansements...

Tout ce qui fait le quotidien d'une base en opération extérieure sur laquelle vivent, se préparent au combat et se reposent jeunes soldats et officiers.

Abdul Basir, venu avec un ami depuis Kaboul, a déniché six portes métalliques gondolées, avec leur poignée ronde, qu'il a payées 1 200 afghanis pièce.

Un jeune homme exhume une paire de rangers de marque, à peine usée ; un autre un ours en peluche et un mini ballon de rugby.

«Le retrait des troupes améri-



PHOTO: D. R.

caines va avoir un mauvais impact sur l'économie du pays et celle de Bagram», s'inquiète le gouverneur, qui se dit «pessimiste».

«Leur présence ici a fourni des emplois à des milliers et milliers d'Afghans», du mécanicien au boulanger.

«J'ai rencontré les employés d'une société qui fournissait des vivres à la base, ils ont peur de perdre leur travail».

En revanche, assure-t-il, le plan de reprise en mains des lieux est fin prêt : «Nous tra-

vailons avec la police, l'armée et le NDS (les services de renseignement, ndr) pour protéger la base et empêcher les attaques de l'ennemi», confie-t-il.

Car les talibans ne sont pas loin, entre la plaine de Chamalli voisine et les replis pentus qui soufflent leur voile de poussière sur la ville.

Pendant le mois de ramadhan, ils ont attaqué une patrouille de l'armée nationale, glisse Hajji Noor Rahman qui conseille de ne pas s'attarder.

M. M.



Commentaire

Démocratie

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'abstention record qui a caractérisé le premier tour des élections régionales et départementales française a largement profité à la droite, dont les électeurs se sont mobilisés, les responsables de Les Républicains n'en restent pas moins très critiques vis-à-vis de l'exécutif qu'ils accusent d'avoir affaibli le pays. Pour le président du Sénat, Gérard Larcher, le chef de l'État «a une forme de responsabilité» dans l'abstention qui a touché la France à l'occasion du premier tour des élections de dimanche. Interrogé sur LCI à ce sujet, Gérard Larcher a expliqué son «sentiment d'inquiétude» face à cette vague abstentionniste. Selon lui, celle-ci est révélatrice d'«un pays en souffrance». Il estime d'ailleurs que «le président de la République a une forme de responsabilité dans cette démobilité des citoyens lors des derniers scrutins». «À force d'avoir voulu fragmenter la gauche et la droite, au fond est-ce que le résultat n'est pas de fragmenter la démocratie aujourd'hui», a attaqué le président LR du Sénat. Selon lui, la «démocratie est fragilisée car il y a une crise profonde du résultat depuis trois mandats». Il ajoute que les électeurs ont «infligé une déroute à la majorité présidentielle, voire une humiliation dans les Hauts-de-France», évoquant les cinq ministres du gouvernement non qualifiés pour le second tour. D'après le président du Sénat, le «ni gauche ni droite» a participé à tuer «la représentation». «À quoi ça sert de voter puisqu'il n'y a plus de choix ? On était condamnés pour 2022 à n'avoir que l'alternative entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Il faut offrir aux Français une véritable alternative démocratique», argumente Gérard Larcher, qui plaide pour une troisième voie incarnée par son camp. Et de s'en prendre au Premier ministre, transfuge de la droite, d'avoir également participé à cette confusion. «Jean Castex a contribué aussi à ce qu'on ne distingue plus les choix», regrette-t-il. Et d'ajouter : «Nous avons besoin de clarification politique», se félicitant qu'au second tour des élections régionales et départementales, les listes de la droite et du centre n'aient «pas opéré de fusion» avec LREM et donc «de confusion». En attaquant le président, Larcher met en branle la campagne présidentielle de la droite alors même que le candidat Xavier Bertrand, qui s'est officiellement déclaré pour 2022 cela fait déjà plusieurs semaines, a récolté un score très élevé laissant entrevoir une adhésion à sa candidature non seulement pour les régionales mais également pour la course à l'Élysée. Reste à voir si les électeurs de droite confirmeront leur mobilisation dimanche prochain pour le second tour, indiquant de même qu'elle pourrait être leur mobilisation pour la présidentielle, bousculant peut-être le tant attendu duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

F. M.

Hong Kong

Le journal pro-démocratie «Apple Daily» va cesser de paraître

Le dernier numéro du quotidien pro-démocratie «Apple Daily» à Hong Kong paraîtra aujourd'hui, a annoncé le journal hier, jour de l'ouverture du premier procès sans jury d'une personne poursuivie pour avoir enfreint la loi sur la sécurité nationale.

L'annonce de la fermeture de l'«Apple Daily» est le dernier coup porté aux libertés dont jouissait Hong Kong et à terme, cela pourrait conduire certains médias internationaux à remettre en cause leur présence dans le centre financier.

Elle intervient près d'un an après que Pékin a imposé une drastique loi sur la sécurité nationale qui est destinée à mettre fin à toute dissidence dans l'ancienne colonie britannique.

«Apple Daily a décidé que le journal cessera ses activités à partir de minuit et que le 24 juin sera son dernier jour de publication», a écrit le journal sur son site internet.

Le site internet du quotidien cessera d'être mis à jour à partir de minuit.

Une vaste opération avait été menée le 17 juin contre le quotidien que les autorités entendaient depuis longtemps réduire au silence.

Plus de 500 policiers avaient débarqué dans la salle de rédaction pour procéder à une perqui-

sition. Ils avaient arrêté cinq de ses dirigeants en raison d'une série d'articles qui, selon la police, appelaient à des sanctions internationales contre Pékin.

Deux d'entre-eux, le rédacteur en chef du titre, Ryan Law et son directeur général, Cheung Kim-hung, avaient été formellement inculpés le lendemain pour collusion avec un pays étranger. Ils sont depuis en détention et encourrent la prison à vie.

Les autorités ont également gelé 18 millions de dollars de Hong Kong (2 millions d'euros) d'actifs, empêchant ainsi le journal, fondé en 1995 par le magnat de la presse Jimmy Lai, actuellement en détention, de poursuivre ses activités.

Pour cela, elles ont invoqué la drastique loi sur la sécurité nationale imposée par la Chine.

Hier, le principal éditorialiste du quotidien, qui signait ses papiers sous le nom de Li Ping, a été arrêté également pour collusion avec des puissances étrangères.

Le fondateur du journal, M. Lai, est condamné à plusieurs peines de prison pour son implication dans des manifestations pro-démocratie en 2019.

Il est également inculpé en vertu de la loi sur la sécurité nationale, imposée l'an passée par Pékin.

C'est la première fois que des

opinions politiques publiées par un organe de presse de Hong Kong entraînent des poursuites en vertu de cette loi controversée. Contrairement à la Chine continentale, où les médias sont majoritairement détenus par l'État et font l'objet de censure, à Hong Kong, la liberté d'expression est garantie par sa mini-Constitution.

Entrée en vigueur il y a bientôt un an de la loi sur la sécurité nationale, a cependant radicalement changé le paysage politico-judiciaire de la ville.

Le premier procès d'une personne poursuivie pour avoir enfreint la loi sur la sécurité nationale s'est ouvert hier sans jury à Hong Kong, ce qui marque un tournant pour le système judiciaire du centre financier international.

Tong Ying-kit, 24 ans, qui comparait notamment pour terrorisme, incitation à la sécession, avait été le premier Hongkongais à être inculpé l'été dernier en vertu de cette loi, devenue le premier instrument juridique de la reprise en main du territoire par le pouvoir communiste chinois.

Il est accusé d'avoir, le 1^{er} juillet 2020, quelques heures après l'entrée en vigueur de la loi, délibérément percuté à moto un groupe de policiers, parmi lesquels trois ont été blessés.

Covid-19

30 % des Tunisiens ont acquis une immunité naturelle

■ Le ministre tunisien de la Santé, Faouzi Mehdi, a révélé, mardi, que le taux général de contamination au Covid-19 était de 203 cas pour 100 000 habitants dans le pays et que, selon une étude effectuée par son ministère, 30 % des Tunisiens avaient acquis désormais une immunité naturelle contre le nouveau coronavirus.



Par Moncef G.

Le ministre a fait ces remarques lors d'une conférence de presse à Tunis, ajoutant que les habitants des régions tunisiennes les plus touchées par le virus avaient néanmoins une immunité plus faible.

M. Mehdi a indiqué que le nombre de lits à oxygène et le nombre de lits de convalescence du pays avaient été augmentés du 6 au 21 juin, pour atteindre respectivement 2 431 et 457. Pour rappel, en septembre 2020, le nombre de lits à oxy-

gène était à 450 et le nombre de lits de convalescence 90.

Durant les dernières 24 heures, le ministère tunisien de la Santé a signalé 2 345 nouvelles infections au Covid-19 et 105 décès supplémentaires liés à la maladie, portant le nombre cumulé de cas confirmés dans le pays à 387 773 et le nombre total de décès à 14 223.

**105 nouveaux décès
et 2 345 nouvelles
contaminations en 24 heures**

Pas moins de 105 nouveaux décès et 2 345 nouvelles contaminations par le coronavirus ont été enregistrés en 24 heures, a indiqué le ministère tunisien de la Santé, mardi, dans un communiqué.

Le nombre des décès s'élève ainsi à 14 223 cas depuis l'apparition de la pandémie jusqu'à la date du 21 juin courant.

Le ministère de la Santé a précisé que le taux des tests positifs a atteint 31,63 % en date du 21 juin, suite à la réalisation de 7 414 analyses effectuées.

Le nombre total des malades pris en charge est de l'ordre de 2 805, dont 2 457 dans le secteur public et 348 dans le secteur privé. Le nombre total des malades hospitalisés dans les hôpitaux et les cliniques privées est de 18 372 personnes.

Il s'agit également de 496 malades admis dans les services de soins intensifs dans les deux secteurs, public et privé, et 115 malades sont sous respirateurs artificiels.

Situation sanitaire «très critique» à Béja

La situation sanitaire est «très critique» dans le gouvernorat tunisien de Béja en raison d'une hausse des cas de Covid dans cette région confinée jusqu'au 27 juin, a indiqué, mardi, un responsable local.

Dimanche, le gouvernement a annoncé avoir décrété un nouveau confinement général dans quatre

régions – Béja (nord-ouest), Siliana, Zaghouan (nord) et Kairouan (centre) – où le taux de contamination dépasse les 0,4 %.

Les gouvernorats seront confinés jusqu'au 27 juin, alors que les hôpitaux peinent à soigner les cas les plus graves dans certaines zones du pays.

«A Béja, nous avons enregistré 600 et même 700 contaminations pour 100 000 habitants. Cela nous met dans une situation très critique puisque notre système de santé est très fragile», a déclaré D' Elyes Ammar, directeur régional de la santé dans le gouvernorat. «On a augmenté notre capacité de lits avec oxygène à 80 lits. Presque tout l'hôpital (du gouvernorat) est reconverti en service Covid», a-t-il ajouté.

Le ministre de la Santé, Faouzi Mahdi, a affirmé qu'un hôpital de campagne serait installé dans la région pour aider les autres cliniques et établissements de santé. Après le confinement, les forces de sécurité ont renforcé le contrôle de l'entrée principale de Béja, où la majorité des magasins, des administrations, des commerces et des marchés ont fermé leurs portes, selon un correspondant de l'AFP sur place. «Nous sommes à bout de souffle puisqu'il y a beaucoup (de personnels soignants) qui sont sur le burn-out (...) Beaucoup de médecins n'en peuvent plus (...)», a ajouté M. Ammar.

M. G.

Publicité

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Cinéma

«Matarès» de Rachid Benhadj primé aux Pays-Bas

Le film «Matarès», du cinéaste Rachid Benhadj, a été sacré meilleur long métrage au Festival du film du Maghreb 2021, qui s'est déroulé à Haarlem (Pays-Bas) du 18 au 20 juin.

Le dernier film de Rachid Benhadj a décroché le prix du Meilleur long métrage en plus du prix du Meilleur acteur attribué au jeune Anis Salhi, qui incarne le rôle de Saïd.

Réalisé en 2019, ce film d'une heure et demie (1h30) traite des questions de la migration clandestine en mer à travers l'histoire de la fille ivoirienne «Mona», âgée de 8 ans, qui habite la ville côtière de Tipasa où elle travaille comme vendeuse de fleurs pour gagner de

l'argent pour payer les passeurs en vue de traverser la mer.

En 2020, «Matarès» avait décroché le prix du Meilleur long métrage de fiction à la 17^e édition du Festival international de Cannes du Film panafricain.

Le film a reçu également le prix de la Meilleure actrice attribuée à l'actrice principale Dorian Yohoo dans le rôle de «Mona».

Né en 1949 à Alger, le réalisateur Benhadj a obtenu son diplôme de réalisateur d'un institut français. Il a réalisé plusieurs films, notamment «La rose des sables» (1989), «Touchia» (1993), «L'Albero dei destini sospesi» (1997) et «Parfums d'Alger» (2012).

Racim C.

Répercussions des tensions diplomatiques

L'Allemagne gèle son aide financière allouée au Maroc

L'Allemagne a décidé de geler l'aide financière allouée au Maroc pour réaliser son développement économique et social, dans un contexte de tensions diplomatiques croissantes entre les deux pays en raison, notamment, de la position de Berlin concernant le statut du Sahara occidental, classé territoire non autonome.

Selon l'organisation Middle East Monitor (MEMO), les répercussions des tensions diplomatiques entre le Maroc et l'Allemagne se sont étendues à toutes les formes de coopération bilatérale entre les deux pays, notamment l'aide financière allouée par la plus grande puissance de l'Union européenne (UE) au Royaume pour réaliser son développement économique et social.

L'Allemagne a annoncé, en effet, qu'elle gèlerait une aide d'une valeur de plus d'un milliard de dollars sous forme de projets de développement au Maroc dans un contexte de tensions diplomatiques entre les deux pays, culminant avec la suspension par le Royaume de ses relations avec l'ambassade d'Allemagne en mars et le rappel de son ambassadeur à Berlin le mois de mai. Cependant, la décision a affecté l'aide de l'Allemagne, en particulier de la Société allemande pour la coopération internationale et de la Banque allemande de développement, ce qui a été

confirmé par un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères, notant que certains projets avaient été «totalement suspendus» et qu'ils étaient «affectés par la politique unilatérale du Maroc». Citant le communiqué annonçant le rappel de son ambassadeur à Berlin, Zohour Alaoui, l'organisation a rappelé que «le Maroc a décidé de suspendre ses relations avec l'ambassade d'Allemagne à Rabat, en raison d'une grande divergence avec Berlin sur plusieurs dossiers, dont celui du Sahara occidental», occupé par le Maroc depuis 1975.

R. M.

Le calvaire des émigrés pour rentrer au pays



Vol de câbles électriques sur des pylônes à Béjaïa

Démantèlement par la gendarmerie d'une bande de malfaiteurs

■ Une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol de câbles électriques sur des pylônes a été démantelée le 13 du mois courant par les services de la Gendarmerie nationale dans le village agricole de la commune de Fénéaïa Ilmathen (Béjaïa).

Par H. Cherfa

«**L**e gang est composé de 6 individus âgés entre 22 et 37 ans, natis ds wilayas de Béjaïa et Msila», selon un communiqué de presse qui nous a été transmis par la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale. Le démantèlement de la bande a eu lieu après une enquête enclenchée pour vol de câbles électriques installés sur des pylônes. Mis en examen, les mis en cause ont reconnu les faits et d'autres affaires où ils sont impliqués, notamment plusieurs vols parmi lesquels ceux des câbles électriques à cinq

reprises, des téléphones mobiles, des gonds et deux scieuses manuelles. Les prévenus ont été déferés devant le parquet et mis en examen.

Tentative d'homicide : un individu mis sous les verrous

Un individu âgé de 18 ans a été arrêté ces derniers jours par les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya pour tentative d'homicide volontaire avec préméditation au moyen d'une arme blanche. «L'affaire remonte à quelques jours, lorsque les services des urgences de l'hôpital Khellil-Amrane ont reçu un homme grièvement blessé, âgé de 33 ans», souligne la cellule

de communication de la sûreté de wilaya. L'homme a été victime d'agression avec arme blanche et immédiatement admis en réanimation intensive. Pour dissimuler l'arme du crime, l'auteur du méfait a pris soin de la remettre à l'un de ses amis avant de prendre la fuite. Mais il a été identifié et arrêté. Selon la même source, «le mobile est lié aux provocations dont a été victime une proche de l'auteur du crime». Le mis en cause a été inculpé pour tentative d'homicide avec préméditation et son ami pour recel d'arme du crime et entrave à une enquête judiciaire. Le prévenu a été écroué et son compère libéré.

H. C.

Oran/Industrie, construction, énergie et exportation

Plus de 100 exposants au Salon international de l'investissement

Plus de 100 participants sont attendus à la troisième édition du Salon international de l'investissement dans l'industrie, la construction, l'énergie et l'exportation, prévu du 1^{er} au 4 juillet prochain au centre des conventions «Mohamed-Benahmed» d'Oran, a-t-on appris, hier, des organisateurs.

Ce salon, organisé par l'agence «Sunflower communication», en partenariat avec l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur, regroupera 50 entreprises nationales publiques et privées, spécialisées dans l'im-

meuble, la construction et l'exportation, en plus de représentations de sociétés étrangères activant en Algérie, Tunisie, Canada, Turquie, Chine, France, Belgique et autres, a indiqué à l'APS le commissaire du salon, Ahmed Haniche.

Cette manifestation économique sera l'occasion pour la tenue de trois salons simultanés, à savoir «l'immobilier, la construction et les travaux publics», «l'industrie, la sous-traitance et l'exportation» et «transport et logistique». Le but est de mettre en place un espace d'échange entre les professionnels et

les opérateurs économiques, ainsi que la création d'opportunités de partenariat et d'investissement entre ces secteurs vitaux et complémentaires et dépasser les effets négatifs causés par la pandémie de coronavirus (Covid-19) sur la dynamique de l'activité économique, a-t-on indiqué.

Il est également prévu la programmation de conférences-débats sur différents sujets en relation avec le salon, à l'instar de «les conditions des baux de location et leurs effets sur l'investissement», «les formules de soutien» et d'accompagnement

dans l'exportation des produits algériens», «l'économie d'énergie, l'industrie algérienne face aux défis actuels», entre autres.

Pour rappel, lors de la précédente édition, marquée par la participation de près de 93 exposants de l'intérieur et de l'extérieur du pays, 50 accords de partenariat ont été signés entre des opérateurs locaux et d'autres avec des opérateurs étrangers dans différentes branches, à l'instar de l'industrie, la construction, les travaux publics et les moyens et équipements informatiques modernes.

Yanis H.